

MIC MAG

Supplément gratuit. Le contenu n'engage pas la rédaction de L'Avenir.

l'info dessinée
ethno fashion,
la tendance
positive

le visage
Stipan Bosnjak,
Tsigane à
Auschwitz

le dossier

**RÉFUCIÉS ET
HOMOSEXUALITÉ**

LES AFFINITÉS SÉLECTIVES

MICMAG

MICmag traite de sujets en lien avec les questions de migrations, d'interculturalité et de coopération au développement

www.micmag.be

Envie de réagir ?
info@micmag.be



C B A I



coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers

CNCD

11.11.11

MICmag est publié à l'initiative du CBAI (Centre bruxellois d'action interculturelle), du CIRÉ (Coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers) et du CNCD-11.11.11 (Centre national de coopération au développement).

Administration:

rue du Vivier 80-82 - B-1050 Bruxelles
+32 2 629 77 34 - info@micmag.be

Coordination: Olivier Bailly

Rédaction: Pascaline Adamantidis, Olivier Bailly, Nathalie Caprioli, François Corbiau, Stéphanie Triest, Eric Walravens,

Correctrice: Anne Marsaleix

Photo de couverture:

Colin Delfosse

Mise en page: Élise Debouny

Infographies: Élise Debouny

Impression: Printing Partners

Éditeur responsable: Sotieta Ngo

Retrouvez MICmag tous les 2 mois en supplément gratuit.

Le contenu n'engage pas la rédaction de L'Avenir.

l'avenir

Avec le soutien de la Cocof (Commission communautaire française), de la DGD et de la Fédération Wallonie-Bruxelles (service de l'éducation permanente).



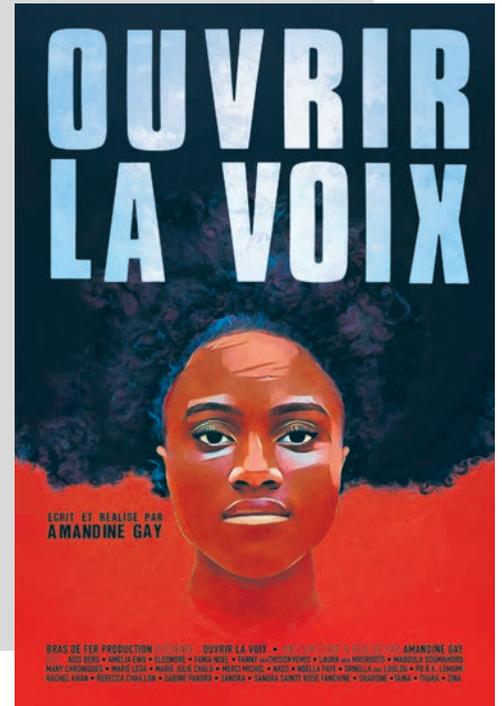
Avec le soutien de LA COOPÉRATION BELGE AU DÉVELOPPEMENT



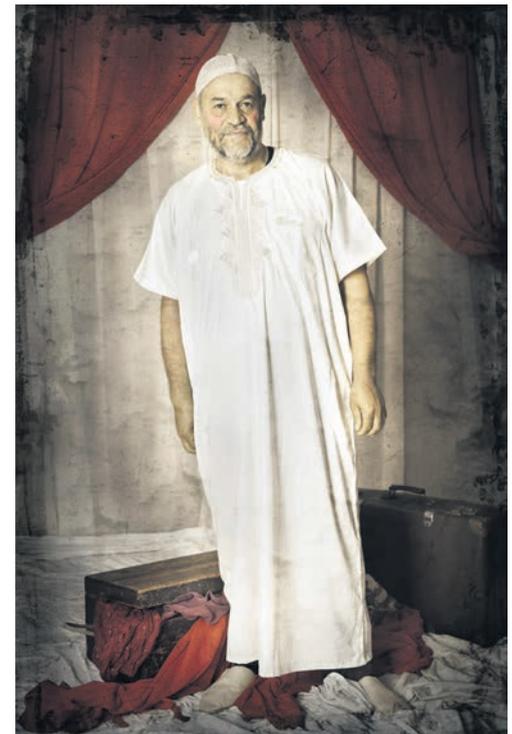
L'AFROFÉMINISME, UNE SOIRÉE MICMAG!

Comment vit-on en Belgique en étant femme et noire à la fois? Quels combats doit-on mener? Quelles en sont les spécificités, les écueils? Double discrimination et donc le double d'efforts, d'incompréhension? Ce mouvement, né dans les années septante aux USA, émerge à peine en Belgique. En France, la réalisatrice Amandine Gay incarne la voix de ce mouvement. Elle a réalisé en 2016 le documentaire *Ouvrir la voix*, le récit de 24 femmes noires face aux idées préconçues et stéréotypes. Cet afroféminisme mal connu occupe non seulement les colonnes de notre page 13 dans ce MicMag, mais il fera également l'objet d'une conférence-débat avec Jacinthe Mazzocchetti, anthropologue et professeure à l'UCL, et la Cellule afroféminine du Collectif Mémoire Coloniale.

«L'Afroféminisme, l'émergence d'une lutte»,
Lundi 11 décembre, 19h, IHECS (Auditoire Velge),
IHECS 58-60, rue de l'Étuve



« D'AILLEURS À HUY »



Nos identités sont multiples. Nous venons d'un quartier, d'une ville, d'un pays, sans pour autant devoir opérer un choix entre ces facettes de nos existences. Elles s'enrichissent. Cette diversité culturelle est exposée à Huy. Le visiteur pourra découvrir le visage d'habitants de Huy vêtus de leurs vêtements traditionnels d'origine. Le monde est à nos portes. Il suffit d'ouvrir. À voir du samedi 9 au samedi 23 décembre, à l'espace Saint-Mengold dans le cadre de la « Fabrique d'Hiver », un instant au cœur de décembre pour vivre des ateliers, des rencontres, des spectacles...

Du samedi 9 au samedi 23 décembre, Espace Saint-Mengold, Place Verte, 4500 Huy



HÉORTOLOGIE

L'héortologie est l'étude de la fête et des fêtards. Si le chercheur en héortologie, absorbé par ses travaux, ne sera peut-être pas le plus guilleret dans la farandole, c'est pourtant lui qui est supposé saisir le mythique « sens de la fête ».

Autant dire qu'à chaque fin d'année, il accumule un peu plus de matières à observer. Décembre pullule de cotillons, serpentins, confettis et autres décorations ornant la Saint-Nicolas, la Noël ou la Saint-Sylvestre. Les fêtes chrétiennes prédominent en cette fin d'année du calendrier grégorien, mais à la même période, le Chichibu Yomatsuri (fête de la moisson au Japon) ou Hanoucca (Fête juive de de l'Édification) sont aussi l'occasion d'être proches des siens.

Selon Wikipédia, « une fête est une période de réjouissance collective destinée à célébrer quelque chose ou quelqu'un ». Une manière de se croiser autrement. Paradoxalement,

la fête peut soit nous affranchir des codes sociaux le temps d'un soir d'ivresse, soit nous engluer dans une pratique sclérosée de coutumes (le temps d'un repas de famille pour l'anniversaire de Tante Gertrude). Souvent, si elle nous sort des conventions, c'est en guise de soupape : lâcher la pression pour mieux nous y ramener.

Les fêtes peuvent être religieuses mais également laïques ou privées. Nos passages entre deux vies sont marquées par des festivités. Comme le mariage, les naissances de nos enfants ou l'anniversaire de notre naissance qui balise de bougies notre avancée dans la vie. Pour le sociologue Jean Duvignaud, la fête permet de « s'engloutir dans le présent », la promesse d'une intensité dans un monde de l'instant fuyant. Quel que soit l'époque ou la culture, la fête a une caractéristique inébranlable, incontournable, universelle : elle ne peut pas être solitaire. Une fête se partage.

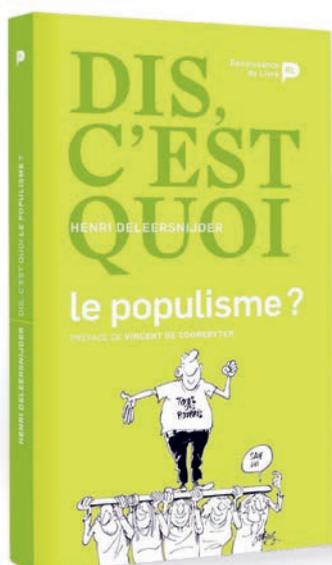
Que les vôtres soient belles.

CE NUMÉRO DE MICMAG PARLE DE TENDANCES SEXUELLES ET DES DERNIÈRES TENDANCES MODE, DE FÉMINISME À DÉCOLONISER ET DE MIGRANTS À LOGER.

L'État belge accueille des personnes persécutées pour leurs **orientations sexuelles**. Mais comment décréter l'homosexualité sans violer l'intimité? Un équilibre à respecter, tout comme les droits fondamentaux. — pages 4 > 9

Couleurs et élégance de l'ethno-fashion week, les **mannequins hors norme** défilent sur le catwalk — pages 10 > 11, et les migrants en font de même dans les habitations des centaines de citoyens belges, **prêts à les accueillir le temps d'une nuit** — page 12. Ne serait-il pas temps d'héberger une Histoire des dominés? Celle qui se lirait sous l'angle d'un **afroféminisme** émergent — page 13 ou de liens intimes entre communautés tzigane et juive, comme le propose **Stipan Bosnjak**, accoucheur de paroles et de lettres? — pages 14 et 15 Ces combats multiples et spécifiques nous font ressembler aux **régions d'Europe**. Nous sommes tous différents, nous sommes tous unis.

— page 16



DIS, C'EST QUOI LE POPULISME

Bart, Elio, Charles et Raoul? Tous des populistes. L'accusation est vite lancée mais au fait, c'est quoi, le populisme? Lancé dans un exercice de vulgarisation, le professeur Henri Deleersnijder tente de nous expliquer ce concept à travers le dialogue entre un père et son fils. Le terme « populisme » est aujourd'hui une attaque rapidement convoquée pour les débatteurs politiques en manque d'imagination (ou de connaissances historiques), mais il incarne surtout une périlleuse tentation démagogique lorsque des leaders ambitieux s'en emparent, au mépris des fondamentaux démocratiques. D'où l'urgence de décrypter ce phénomène qui pourrait à terme se révéler liberticide. Autant le savoir, avant de le subir.

« Dis, c'est quoi le populisme? », Henri Deleersnijder, Éditions La Renaissance du Livre, 128 p., 11,90 euros

le dossier

Réfugiés et
homosexualité

LES AFFINITÉS selectives

Sur les 582 demandes d'asile traitées en 2016 pour des questions liées à l'orientation sexuelle, 252 ont débouché sur un statut de réfugié. Comment l'État belge évalue-t-il l'homosexualité d'un demandeur d'asile et le risque qu'il encourt en cas de retour? Entre auditions, rapports et analyse des réseaux sociaux, l'examen par les instances d'asile va de plus en plus loin.

..... FRANÇOIS CORBIAU, PHOTOS DE COLIN DELFOSSE



► Une respiration. Un moment où on peut enfin être soi-même. Les occasions sont trop rares, alors les demandeurs d'asile ont appris à les saisir. En ce samedi après-midi d'automne, le rendez-vous est fixé à la Cité Miroir, en plein cœur de Liège. Une fois par mois, Arc-en-Ciel Wallonie¹ organise des groupes de parole pour les demandeurs d'asile LGBT². Loin des centres d'accueil, pour éviter les regards et ne pas risquer d'être stigmatisés comme ils l'ont été dans leur pays d'origine.

Les demandeurs d'asile arrivent au compte-goutte. Certains viennent de loin comme Hervé³ qui a quitté le centre de Bovigny à 9 heures du matin pour pouvoir être là à 12h30. Deux bus, un train plus tard, il rejoint enfin le groupe. Ils sont douze autour de la table : deux femmes et dix hommes originaires du Cameroun, du Sénégal, de Côte d'Ivoire et du Rwanda.

C'est Jean-Daniel Ndikumana qui assure l'accueil. Dans les centres pour demandeurs d'asile de la province du Luxembourg, tout le monde le connaît. Cet ancien

« L'interview a duré près de cinq heures! »

Serge

demandeur d'asile burundais a lui-même été reconnu réfugié en 2013. Il organise dans toute la Wallonie des entretiens individuels et des groupes de parole avec ceux

qui ont introduit une demande d'asile sur base de leur orientation sexuelle. « *Je connais mieux la province du Luxembourg que beaucoup de Belges*, sourit Jean-Daniel Ndikumana. *Herbeumont, Gouvy, Saint-Ode, Manhay, Dinant, Hotton, je travaille avec tous les centres d'accueil Fedasil et de la Croix-Rouge de la région.* »

Reprendre confiance

Autour de la table, la discussion s'engage timidement. Dans le groupe, certains sont déjà passés par le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA). D'autres ont rendez-vous pour leur audition dans les prochaines semaines. « *C'est important de les mettre en confiance pour qu'ils arrivent à parler de leur vécu. Ils doivent comprendre qu'ils peuvent parler librement de leur homosexualité, que l'officier de protection ici ce n'est pas comme le juge ou le policier dans leur pays d'origine* », indique Jean-Daniel Ndikumana.

Serge garde un très mauvais souvenir de son passage au CGRA. Ce demandeur d'asile âgé de 26 ans a fui le Sénégal en 2013, après avoir été emprisonné et menacé de mort par sa famille. « *J'ai été pris en flagrant délit avec mon copain. Nous faisons l'amour à l'hôtel quand la police a débarqué. Mon copain a réussi à s'enfuir mais pas moi. J'ai été tabassé et ils m'ont mis en prison.* » Serge y passera deux jours avant d'être relâché. « *J'ai appelé ma tante qui m'a dit que tout le quartier était à ma recherche et que si je revenais ma famille me lyncherait.* »



Jean-Daniel Ndikumana

En Belgique depuis quatre ans, Serge évoque toujours difficilement son homosexualité. Il parle de son audition comme d'une épreuve. « *L'interview a duré près de cinq heures! L'officier de protection te pose une question et quelques minutes plus tard, il te repose la même sous une autre forme.* » En cherchant les contradictions, le CGRA veut savoir si le récit est crédible. « *Pour moi, il y a un gros problème de suspicion à l'égard des demandeurs d'asile*, explique Oliviero Aseglio qui coordonne le projet « Rainbows United » (voir encadré) au sein de la Rainbow House à Bruxelles. *Sauf à de rares exceptions, l'officier de protection ne va pas les rassurer, mais plutôt les coincer.* »

Valentine Audate, responsable des questions « genre » au CGRA, reconnaît que l'audition est un moment intense pour le demandeur d'asile. « *Mais les officiers de protection sont formés pour mettre à l'aise, insiste-t-elle. Leur travail repose sur trois piliers : mise en confiance, transparence et respect. Quand l'officier de protection se rend compte que le demandeur d'asile se ferme, il est autorisé à glisser des éléments personnels pour le rassurer et l'inviter à parler.* »

Questions indécentes

Serge se souvient très bien des questions de l'officier de protection. « *Je devais tout lui raconter, la rencontre avec mon copain, donner des détails sur les endroits où on aimait se retrouver, nos habitudes, ce qu'on se disait...* »

J'ai dû dire des choses très intimes. » L'officier de protection du CGRA teste la crédibilité du récit du demandeur d'asile à l'aide de questions parfois très intrusives. « *Il m'a demandé par exemple d'expliquer ce qui me dégoutait chez les femmes, s'étonne Serge. J'ai dû lui raconter concrètement une fois où j'ai essayé avec une femme et où ça n'a pas marché.* »

Oliviero Aseglio accompagne régulièrement des demandeurs d'asile aux auditions. Il confirme que certaines questions sont parfois d'une grande impudeur. Comme quand on demande « *comment s'est passée leur première fois* » ou, comme il y a quelques années, « *quand ils devaient décrire leur position sexuelle préférée.* »

Du côté du CGRA, on précise que ces questions sont clairement interdites désormais. « *Les instructions contenues dans notre directive interne sont claires à ce sujet* », explique Damien Dermaux, le porte-parole du CGRA. « *L'officier de protection ne peut pas poser de questions qui seraient contraires à la dignité humaine* », insiste Valentine Audate. Elle rappelle que plusieurs agents ont suivi des modules européens de formation et les proposent ensuite en interne. « *Le CGRA organise également des rencontres avec d'anciens demandeurs d'asile pour améliorer ce qui peut l'être.* »

Dans l'exercice très particulier de l'audition, les demandeurs d'asile sont-ils tous logés à la même enseigne? « *Clairement non* », constate Oliviero Aseglio qui n'hésite pas à qualifier le système d'arbitraire. « *C'est le jour et la nuit si la personne est éduquée ou non, si elle parle bien français et si elle arrive à parler facilement de son homosexualité*, constate le coordinateur des Rainbows United. *Si elle correspond aux codes de l'homosexualité à l'occidentale, elle aura beaucoup plus de chance d'être reconnue.* »

Après avoir examiné la vraisemblance de l'homosexualité, l'officier de protection va ensuite établir si le demandeur d'asile encourt des risques en cas de retour dans son pays d'origine. Cet examen repose notamment sur les rapports rédigés par le CEDOCA, le centre d'études du CGRA. « *Ceux-ci vont donner à l'officier de protection un canevas clair et précis de la situation* ▶▶

La communauté LGBT se mobilise pour les réfugiés

Dans le cadre du projet « Rainbows United », un groupe de parole destiné aux demandeurs d'asile homosexuels, bisexuels ou transgenres est organisé tous les derniers jeudis du mois au sein de la Rainbow House à Bruxelles. « *L'idée est de leur offrir la possibilité d'être eux-mêmes et d'assumer ce qu'ils sont vraiment sans craindre une quelconque forme de jugement* », résume Daniel Huyghens, coordinateur du service social du Petit-Château à l'origine de ce projet. « *C'est l'occasion aussi pour eux de se créer un réseau social et de se rendre compte qu'ils ne sont pas les seuls dans cette situation.* » Depuis deux ans, c'est Oliviero Aseglio qui a repris les rênes de ce projet. « *Environ 350 demandeurs d'asile LGBT sont passés par la Rainbow House en 2016*, précise-t-il. *À ma connaissance, il n'y a pas de projet équivalent en Flandre. Et en Wallonie, il y a Jean-Daniel.* »





dans un pays mais aussi sur les peines encourues et la perception de l'homosexualité dans le pays d'origine », précise Valentine Audate. Jean-Daniel Ndikumana estime lui que le CGRA ne tient pas suffisamment compte de la différence entre la législation en vigueur et la réalité sur le terrain. « Dans beaucoup de pays, ce n'est pas la législation le problème⁴, mais la population. Souvent ce sont les familles qui lynchent les homosexuels. »

Charge de la preuve

Dans le jargon, on appelle ça la « charge de la preuve », c'est-à-dire que c'est au demandeur d'asile d'apporter les preuves de ses déclarations. Il y a les documents « officiels » du type PV de police ou coupures de journaux. Mais d'autres pièces nettement plus personnelles peuvent également être versées au dossier comme des photos, des lettres ou des messages qui prouveraient l'homosexualité au pays ou en Belgique. Avec le risque de dérive dans la mesure où les preuves irréfutables sont aussi les plus intimes.

Les demandeurs d'asile l'ont bien compris et une forme de surenchère s'est installée. « Il faut parfois en calmer certains qui seraient prêts à montrer tout et n'importe quoi », s'inquiète Oliviero Aseglio. À tel point que le CGRA s'est senti obligé récemment de réexpliquer sa position dans un communiqué. « Certains demandeurs d'asile déposent, lors de leurs auditions, des photos ou des vidéos les montrant en train d'accomplir des actes sexuels [...] Le CGRA refuse désormais d'accepter de tels éléments de preuve contraires à la dignité humaine⁵. »

Tester l'homosexualité : le (mauvais) exemple tchèque

Les réactions ne se sont pas faites attendre. La Tchéquie a eu beau se défendre en expliquant que « ces tests n'ont été appliqués qu'à une dizaine de reprises et uniquement avec le consentement des demandeurs d'asile », l'initiative a créé un tollé. Entre 2008 et 2009, Prague a réalisé des « tests phallométriques » sur des demandeurs d'asile. Inventé dans les années 1950 par Kurt Freund, ce test consiste à mesurer l'afflux de sang vers le pénis (ou le vagin) d'un individu qui regarde des films X mettant en scène alternativement des hommes et des femmes. L'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne a vivement critiqué cette méthode expliquant que « cette procédure touche à la partie la plus intime de la vie privée d'un individu ».

Droit à l'orientation sexuelle dans le monde : vue d'ensemble

-
- Criminalisation 72 États**
- Peine de mort:
 - appliquée dans 8 États (ou parties d'États)
 - non appliquée dans 5 États
 - Lois confessionnelles existant parallèlement au code civil: 19 États
 - Emprisonnement de 14 ans à perpétuité: 14 États
 - Emprisonnement jusqu'à 14 ans: 57 États
 - Lois interdisant la « promotion » de relations homosexuelles, soit toute information ou militance d'associations: 3 États
 - Pas de criminalisation
- Dans les pays en vert, jaune et orange, les actes homosexuels n'ont jamais été criminalisés ou ne le sont plus: 123 États

Protection: 85 États

Beaucoup d'États octroient plusieurs types de protection
Constitution, emploi, crimes de haine, incitation à la haine, interdiction des « thérapies de conversion »...

Reconnaissance 47 États

- Quelques États autorisent à la fois le mariage et le partenariat
- Mariage: 24 États
- Partenariat: 28 États
- Adoption conjointe: 26 États
- Adoption par un deuxième parent: 27 États

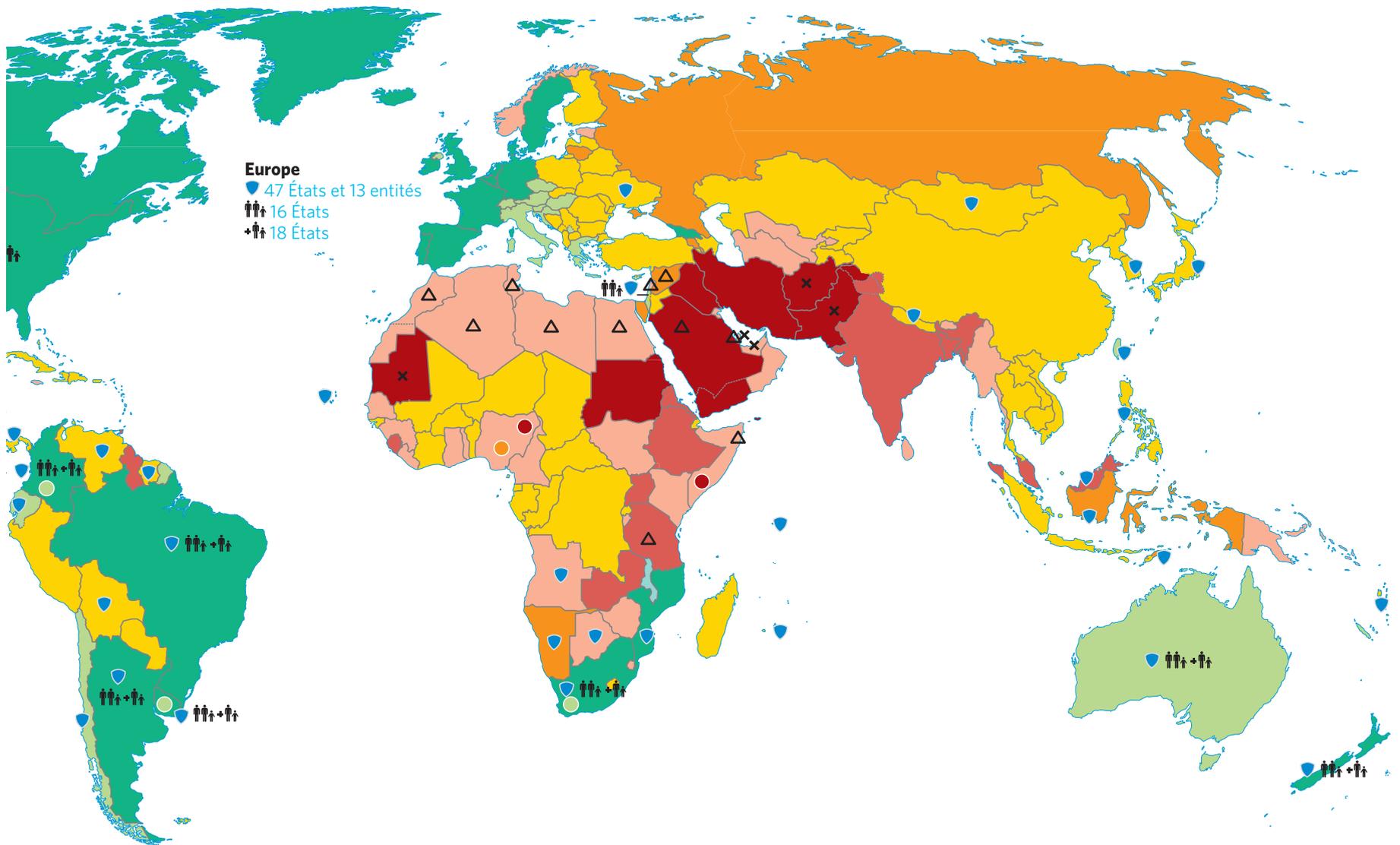
Source: Association internationale des lesbiennes, gays, bisexuels, trans et intersexes (ILGA), 2017

À la Cité Miroir, la discussion s'emballe dès qu'il est question des preuves à caractère sexuel. « Moi c'est l'officier de protection qui m'a demandé de montrer des photos pour lui prouver que j'entretenais une relation, insiste Hervé. Il a même examiné des conversations sur mon téléphone. »

Il est de plus en plus fréquent que les officiers de protection retournent l'ordinateur pendant l'audition et demandent aux interviewés de se connecter à leur profil Facebook pour accéder aux parties privées et aux conversations intimes. La pratique ne se limite d'ailleurs pas à Facebook, comme l'explique Bruno à qui on a demandé de montrer des échanges sur son téléphone portable via des applis comme WhatsApp ou Grindr, un réseau social pour LGBT. Difficile de parler de « cas isolés » tant les témoignages de ce type de pratiques se multiplient. Le CGRA précisait pourtant cet été devant la Commission pour le respect de la vie privée que cela se faisait dans un nombre limité de cas. « L'accès aux médias sociaux comme la partie privée de Facebook est demandé lorsque le collaborateur pense que le demandeur d'asile dissimule des informations nécessaires à l'examen⁶. »

« Ingérence profonde dans la vie privée »

Fouiller dans les téléphones des demandeurs d'asile fait partie des priorités du secrétaire d'État à l'Asile



et la Migration, Theo Francken. Il a récemment fait approuver par la Chambre, le 9 novembre, majorité contre opposition, la possibilité pour les autorités d'accéder aux données GSM ou au profil Facebook des demandeurs d'asile en cours de procédure. Et ce, malgré l'avis négatif rendu quelques jours auparavant par la Commission pour le respect de la vie privée qui remettait en cause l'utilisation de pareilles méthodes par les agents du CGRA. « *Il s'agit d'une ingérence profonde dans le droit à la vie privée à laquelle on ne peut recourir que dans des cas spécifiques, moyennant le respect de conditions légales* »⁷, rappelle la Commission. Elle souligne également le caractère biaisé de l'accord du demandeur d'asile dans la mesure où tout refus de sa part pourrait être considéré comme un manque de coopération. Avec le risque qu'il reçoive finalement une décision négative.

Reste à savoir si l'adoption de ce texte à la Chambre sert à couvrir a posteriori des méthodes dont les officiers de protection sont de plus en plus friands et, manifestement, depuis un moment. Ou si cette mesure préfigure une véritable inflexion dans la politique du CGRA qui entend à l'avenir fouiller de manière plus franche et systématique dans la vie privée des demandeurs d'asile. Il faudra attendre que le secrétaire d'État précise la portée de ce texte dans l'arrêté royal d'exécution pour en avoir le cœur net.

À Liège, le groupe de parole se clôture. Le prochain rendez-vous est fixé dans un mois mais cette fois à Libramont. D'ici là, Jean-Daniel Ndikumana se rendra dans les centres pour des entretiens individuels. Les participants s'apprêtent à regagner leur centre d'accueil, incognito. Et à laisser une partie d'eux-mêmes à la Cité Miroir, en attendant la prochaine séance. ●

1. Arc-en-ciel Wallonie, la Fédération wallonne des associations de lesbiennes, gays, bisexuel-le-s et transgenres.
2. Lesbiens, Gays, Bisexuels, Transgenres.
3. Les prénoms des demandeurs d'asile sont des prénoms d'emprunt.
4. Selon le rapport de l'Association internationale gay et lesbienne cité par RFI, 73 pays dans le monde condamnent en justice les relations homosexuelles.
5. « Homosexualité : pas de preuves à caractère sexuel », Communiqué du CGRA, 11 octobre 2017.
6. Commission de la vie privée, Avis 57-2017, 11 octobre 2017, p. 5.
7. Commission de la vie privée, Avis 57-2017, 11 octobre 2017, p. 7.



L'INFO DESSINÉE

UNE MODE OÙ CHACUN A SA PLACE...
L'ETHNO TENDANCE FASHION WEEK BRUSSELS, CE SONT
3 JOURS DE DÉFILÉS, DES CONFÉRENCES, DES WORKSHOPS,
UN POP-UP STORE... CE SONT DES DESIGNERS DE MODE
DU MONDE ENTIER; DE TUNISIE, DU BURKINA... LA SIXIÈME
ÉDITION A EU LIEU DU 27 AU 29 OCTOBRE 2017, DANS
LA GALERIE HORTA À BRUXELLES.

BARRACK RIMA ET
STÉPHANIE TRIEST



CE JOUR-LÀ, C'EST LE JOUR DU COACHING MANNEQUINS AU CAFÉ LE BÉGUIN, QG DU DÉFILÉ.



MA MÈRE A CRÉÉ DES TENUES POUR DES PERSONNALITÉS COMME LA CHANTEUSE DE ZAP MAMA (MARIE DAULNE). QUAND ELLE S'EST LANCÉE, ELLE S'EST RENDU COMPTE QUE LES CRÉATEURS ÉTAIENT TRÈS «AUCASIENS», BLANCS, QUE LE PAYSAGE ÉTAIT RÉSERVÉ AUX OCCIDENTAUX, QUE D'AUTRES CRÉATEURS N'ÉTAIENT PAS REPRÉSENTÉS.



LE TERME "ETHNO", OUI, IL YA UN DÉBAT INTERNE LE CONCERNANT. ON SE REMET EN QUESTION. C'EST POUR ÇA QUE LE NOUVEAU SLOGAN C'EST "THIS IS FASHION". C'EST LA MODE QUI NOUS RESSEMBLE, LA DIVERSITÉ QU'ON VOIT DANS LA RUE. PAS QUE LA BLONDE D'1M80. C'EST ELLE AUSSI, MAIS PAS UNIQUEMENT.



IL MANQUE UN RÉCIT, UNE NARRATION SUR LE MONDE TEL QU'IL EST, DANS SA DIVERSITÉ. C'EST UN PROBLÈME MAJEUR DES ORGANISATIONS L'ONT COMPRIS, MAIS LES MÉDIAS ET MONSIEUR ET MADAME TOUT LE MONDE, PAS ENCORE.



© Kristof Vadino

L'ASILE, le temps d'une nuit

Depuis cet été, des dizaines de migrants en transit se sont installés dans des abris de fortune au parc Maximilien de Bruxelles. Face à l'inaction des autorités, des centaines de citoyens, partout en Belgique, se mobilisent pour leur offrir un toit, pour quelques jours ou quelques semaines.

ÉRIC WALRAVENS

face à des politiques migratoires de plus en plus répressives.

Lancée à l'été 2015, lors de la première crise de l'accueil des réfugiés syriens, l'initiative d'hébergement a été réactivée cet été, alors que le parc Maximilien est confronté à un nouvel afflux de migrants en transit. Le harcèlement policier dont ces derniers ont fait l'objet a donné une nouvelle vie à la plateforme citoyenne. Après une « rafle » annoncée en septembre, le nombre de membres est passé de 7 000 à plus de 10 000 en quelques jours. Il continue d'augmenter.

« Eh ben moi, pour mon anniversaire, j'ai reçu un invité du Tchad. »

Didier

Issus des quatre coins de la Belgique, ces hôtes ont une chambre à prêter ou quelques heures à donner pour faire le taxi. Près de 300 migrants sont désormais hébergés chaque jour, et répartis grâce à une mécanique de mieux en mieux huilée. Tous les soirs, parfois jusqu'après minuit, une quinzaine de bénévoles se chargent d'aiguiller les uns et les autres à bon port.

Entretemps, les autorités bruxelloises ont fini par prendre le problème en main. Un immeuble sera loué à Haren et mis à la disposition de la plateforme citoyenne. Avec le soutien possible de Médecins du monde, 80 migrants pourraient y être logés. L'accueil chez les citoyens ne s'arrêtera pas pour autant. « C'est la meilleure solution pour créer un climat de confiance », explique Medhi Kassou. « Les migrants se rendent compte que la population belge n'est pas la politique belge, ils nous disent que le peuple belge est magnifique. » Du coup, certains demandent l'asile, au lieu de poursuivre leur route vers l'Angleterre. Une pierre dans le jardin des responsables politiques belges, qui justifient leur refus de créer des structures d'accueil par le caractère transitoire de cette migration. ●

► « Eh ben moi, pour mon anniversaire, j'ai reçu un invité du Tchad. Il pleurait de rire quand je le lui ai dit, car il trouvait qu'il était vraiment un super beau cadeau! Et vous savez quoi? C'est vrai que le voir rire comme ça malgré tout ce qu'il a vécu, c'est le plus beau des cadeaux! » Le passage à 52 ans, Didier l'a fêté avec B., qui aurait autrement passé une nouvelle nuit dehors, dans le parc Maximilien de Bruxelles. Un autre bénévole était passé

le chercher au parc, pour le déposer chez Didier, à Pérot (Brabant wallon). Deux jours plus tard, B. est reparti, reconnaissant pour cette parenthèse de réconfort dans un long parcours migratoire.

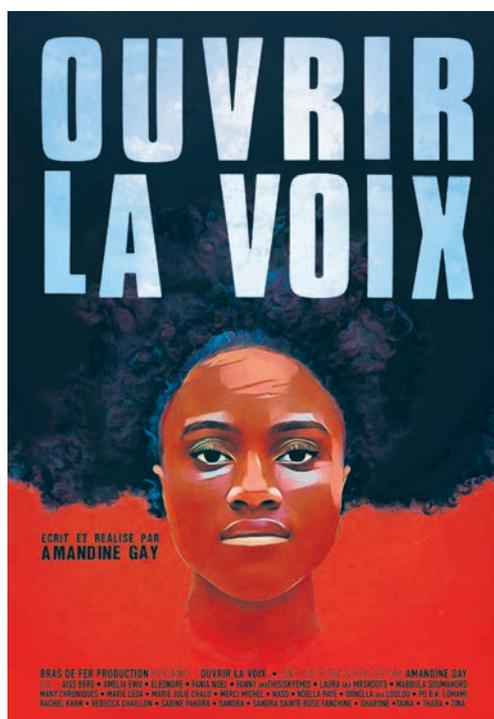
Chaque jour, sur la page Facebook mise sur pied par la plateforme citoyenne d'aide aux migrants, des dizaines de personnes postent des messages similaires. Elles se réjouissent de pouvoir offrir un peu de chaleur humaine



QUEL AFROFÉMINISME pour notre Belgique ?

Depuis quelques mois, l'afroféminisme émerge dans l'espace public belge. Les combats médiatisés du collectif français Mwasi ou encore la sortie en 2016 du film d'Amandine Gay *Ouvrir la voix* ont favorisé la propagation de ce concept partout en Europe. La Belgique, avec son contexte colonial particulier, n'y a pas échappé.

PASCALINE ADAMANTIDIS



Leslie Makoso Kilenda, Geneviève Kaninda, et Achaïso Ambali © Pascaline Adamantidis

► Afroféminisme, à quoi bon ? Le féminisme n'englobe-t-il pas toutes les causes ? « Certaines questions mêlant racisme et sexisme touchent exclusivement les femmes, explique, Geneviève Kaninda, coordinatrice de la jeune Cellule « afroféminine » du Collectif Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations. *L'afroféminisme, c'est cumuler deux discriminations : être une femme et être noire. Cela s'appelle l'intersectionnalité. Mais il existe d'autres facteurs d'oppression, comme l'orientation sexuelle, le handicap ou la classe sociale.* »

Et Achaïso Ambali, afroféministe convaincue, renchérit sur le fait « qu'il faut encore définir le concept. Des femmes nord-africaines se retrouvent dans nos propos, mais si on parle de la couleur de peau, elles ne s'y retrouvent plus. Il faut réfléchir et cadrer ces enjeux ». Leslie Makoso Kilenda ajoute « qu'il est important que les femmes du Collectif, toujours plus nombreuses, puissent

parler de ces spécificités entre femmes, au sein de notre Cellule, sans que les hommes parlent à leur place. »

Décoloniser le féminisme ?

Il se fait qu'en Belgique, le féminisme « classique » est né quasi en même temps que le système colonial ; alors qu'il révélait l'oppression des femmes, il naissait également dans un contexte d'oppression « raciale ». Geneviève explique comment, à l'époque, « les femmes belges, porteuses d'un féminisme naissant, portaient dans les colonies avec la mission d'émanciper la femme africaine, qui était considérée dans l'œil du colon comme encore plus inférieure,

« On aurait pu penser que ces femmes belges défendraient une sorte de solidarité "biologique". Mais il n'en a rien été. »

Geneviève

parce qu'elle était aussi opprimée par l'homme africain. On aurait pu penser que ces femmes belges défendraient une sorte de solidarité "biologique". Mais il n'en a rien été ; il fallait éduquer les négresses, d'ailleurs inférieures à

elles. Le féminisme occidental devait trouver une adhésion, et pour adhérer à ce modèle-là, les femmes africaines devaient d'abord être occidentalisées et parvenir à la modernité. »

Afin de maintenir une cohérence liée à la décolonisation des esprits avec l'ensemble du Collectif, elles ont intitulé la cellule « afroféminine », et non « afroféministe ». Cela ne signifie pas qu'elles se distancient des questions afroféministes, mais Geneviève insiste : « Transposer le combat afroféministe ici en Belgique va demander un travail conséquent de recherche et d'analyses. Résumer l'afroféminisme au fait d'être une femme noire exclut d'autres facteurs d'oppression. Décoloniser le féminisme, c'est accepter qu'il n'existe pas un féminisme hégémonique. C'est pourquoi définir un afroféminisme en Belgique, au stade actuel, c'est encore une sèche ! » L'afroféminisme belge existe déjà bel et bien, et son vaste champ d'action vient de s'entrouvrir. ●

MICmag organise une conférence sur l'Afroféminisme le 11 décembre à Bruxelles. Plus d'infos en page 3.

le visage

Un « accoucheur DE PAROLES » ! Est-ce la VOIX DE VELOURS

de Stipan Bosnjak qui met en confiance? Ou l'écoute attentive de cet écrivain psychanalyste? Probablement les deux. « *Stipan réalise ce qu'il n'a pas réussi avec son père : essayer de faire sortir cette parole douloureuse qui paralyse et enferme les gens dans une prison mentale et traumatique.* » Milena Bochet l'a rencontré il y a six ans. Cette réalisatrice entre autres de trois documentaires avec des Roms a tout de suite été intéressée et émue par le personnage et son œuvre, en particulier par sa *Lettre à ma grande-mère*.

« *Une histoire extraordinaire!* », lance Stipan, les yeux pétillants. Au début des années 1900, la jeune Maritza tombe sous le charme de Jiura, son grand-père, un Serbe qui a passé la frontière croate le temps de vendre ses corito (des baignoires en bois) au marché annuel. « *Une Croatie amoureuse d'un Rom? C'était impensable! Il n'y avait pas de mariages mixtes à l'époque, les préjugés étaient très forts contre les va-nu-pieds. Ma grand-mère a dû choisir : sa famille ou Jiura.* » Maritza a choisi et vivra son amour en Serbie, à Bački Monoštor. L'image de résistante de sa grand-mère n'a cessé d'accompagner Stipan, bien qu'il ne l'ait jamais connue. Elle est morte de chagrin, dit-on, en attendant le retour de son fils de 22 ans, prisonnier dans un camp de concentration nazi quelque part dans la Hongrie de 1944.

Ce fils est devenu le père de Stipan. « *Ce qu'il avait enduré dans ce camp était tabou à la maison. Je voulais savoir, mais j'étais jeune et mon père se sentait très mal dans sa tête et dans son corps. Il devenait d'un coup violent, s'enfermait ou buvait pour anesthésier ses souffrances, oublier et survivre. On ne peut émettre aucun jugement après un tel choc. Cette question j'ai pu la déplier une trentaine d'années plus tard avec la rencontre d'Alberto Israël.* » Une rencontre fortuite dans un tram bruxellois, entre le fils d'un Tsigane déporté et le Juif rescapé d'Auschwitz. « *En apprenant mes origines, Alberto m'a parlé des Tsiganes qui avaient subi le même sort que les Juifs* » : l'autre génocide, catastrophe invisible, oubliée puis tardivement étudiée par les historiens. Des quelque 30 000 Tsiganes déportés à Auschwitz, à peu près 3 000 ont survécu. « *Alberto m'a proposé de l'accompagner dans le camp de la mort en Pologne. J'en suis ressorti sous le choc, éteint, sans voix. Mon imaginaire avait transposé les conditions de déshumanisation et de survie d'Alberto à celles mon père.* »

Alors qu'il s'était tu pendant 50 ans, le Juif de Rhodes déporté à 17 ans a livré son témoignage à Stipan, un tête-à-tête entre deux hommes en quête commune d'une mémoire et d'une quiétude. Leur amitié (mâtinée de vin rouge) force le respect. « *Découvrir son récit était une manière détournée de savoir ce qui était arrivé à mon père. Chaque année, je retournais chez moi et j'allais l'insulter sur sa tombe. Puis un printemps, je me suis senti en paix. Alberto m'avait aidé à m'apaiser. Jamais je n'ai pensé écrire l'histoire d'Alberto jusqu'au jour où j'ai ressenti un trop-plein. Et puis il fallait laisser des traces. J'ai essayé de m'effacer en écrivant mais c'était impossible. Je suis dans ce récit sans trahir mon ami.* » Le livre a été publié en 2008 : *Je ne vous ai pas oubliés*, préfacé par Simone Veil, postfacé par Elie Wiesel (Prix Nobel de la Paix), et déposé au mémorial de Yad Vashem à Jérusalem. « *Le premier livre où un survivant Juif associe à sa souffrance celle des Tsiganes.* » Lors d'une commémoration au Parlement européen, Stipan a été invité à allumer la septième bougie de la menorah, le chandelier de la communauté juive : « *Un moment fort où je me suis dit que la reconnaissance du génocide des Roms était claire.* »

Alberto vient de fêter ses 90 ans et Stipan ne cache pas son émotion : « *Il est comme mon père. "Tu fais partie de moi", m'a-t-il dit. C'est énorme...* »

« Un moment fort où je me suis dit que la reconnaissance du génocide des Roms était claire. »

Dans sa carrière de thérapeute, Stipan a reçu en consultation des dizaines de Roms envoyés par Fedasil (l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile), traumatisés par les guerres de Yougoslavie et du Kosovo qui ont sévi entre 1991 et 2001. « *Ces guerres me sont revenues en pleine figure. Mais je crois que le travail avec Alberto m'avait préparé à prendre de la distance.* » Aujourd'hui, le psychanalyste sexagénaire n'a plus que cinq patients. « *Il n'y a quasi plus de Roms chez Fedasil. Beaucoup ont été expulsés de Belgique, d'autres sont devenus illégaux ou ont rejoint leur famille en France ou en Allemagne. Pourtant, quand on connaît leur histoire et leur trauma, la Belgique aurait dû leur donner les papiers parce qu'il ne leur est plus possible de retourner là-bas.* »

À côté de l'écriture, Stipan Bosnjak s'est laissé entraîner dans le projet de Milena Bochet : un documentaire fiction où apparaîtront Maritza et son petit-fils, « *deux êtres qui ont ce point commun de toujours chercher à ce que les communautés vivent en paix entre elles* », résume-t-elle. En octobre dernier, les amis sont retournés pour la deuxième fois en repérage à Bački Monoštor. Là où tout a commencé. ●

NATHALIE CAPRIOLI



Stipan Bosnjak se dit « *un homme comme tout le monde* » qui se fond facilement dans la foule. Quand il est arrivé à Ramegnies-Chin (près de Tournai) à 15 ans, il a vécu dans « *la phobie* » d'être découvert et rejeté. Alors il a fait comme beaucoup de Roms : il est resté évasif sur ses origines. « *On n'est pas nombreux à dire qui l'on est. C'est ça la soumission : se sentir moindre, ne pas oser regarder l'autre dans les yeux. J'aimerais que tous les Roms s'en libèrent. Notre émancipation passe par la conviction que nous ne sommes pas que des Roms. Comme tout le monde, nous sommes des citoyens d'un pays, même si certains veulent nous chasser du fait que nous appartenons aussi à une minorité plus pauvre.* »

© Eric de Mildt

MA RÉGION, MA RICHESSE

► La Catalogne nous le rappelle, les frontières sont multiples au sein même de l'Europe.

Les régions se comptent en centaines et certaines d'entre elles demandent une reconnaissance culturelle, politique, un statut particulier. Citons la Galice (Portugal), la Sardaigne (Italie), la Bavière (Allemagne), la Savoie (France), les régions samies (Finlande et Suède), la Voïvodine (Serbie), les Îles Aland (Finlande) ou le Pays sicule (les Hongrois en Transylvanie, Roumanie).

Un cran plus haut, des régions souhaiteraient prendre leur destin en main, bousculant l'idée fondatrice d'État-nation. Citons la Flandre, l'Écosse, les Îles Féroés, la Corse, la Catalogne, la Lombardie, la Vénétie, ou le Pays Basque. Nombre d'entre elles bénéficient déjà d'une autonomie de gestion. Point commun de ces régions : « *Les régions les plus riches sont les plus revendicatrices* »

Les régions les plus riches sont les plus revendicatrices en matière d'autonomie.

en matière d'autonomie, de délégations de pouvoirs issues de l'État central. Le Pays basque, la Catalogne, l'Écosse, la Lombardie et la Flandre sont des territoires

qui se plaignent de payer pour les autres territoires, plus pauvres », évoque Franck Buleux, auteur de *L'Europe des peuples face à l'Union européenne*¹. Réduire les revendications autonomistes à la seule question pécunière serait simpliste. Ne pas prendre ce facteur en compte serait naïf. ●

1. « L'éternel débat du fédéralisme européen : Europe des Régions ou Europe des Nations ? », *Metamag*, Fabrice Dutilleul, 11 juin 2017

Revendications :

-  Mouvement indépendantiste armé
-  Revendications pour l'indépendance ou le rattachement à un autre pays
-  Revendications autonomistes d'audience variable

Statuts spéciaux et indépendance :

-  Statut spécial acquis depuis 1945
-  Guerre d'indépendance

Sources : Assemblée des régions d'Europe, 2013, Carte « Europe des nationalismes », *Le Monde Diplomatique* (Cécile Marin)

